

Berne, février 2016

Prise de position des CFF sur l'initiative populaire «en faveur du service public»

Ne pas faire vaciller un service public qui fonctionne.

L'essentiel en bref.

- Lancée par Konsumenteninfo AG, l'initiative «**en faveur du service public**» qui sera soumise au vote des citoyennes et citoyens suisses le 5 juin 2016 exige que les entreprises proches de la Confédération ne visent pas de but lucratif, renoncent aux subventions croisées et reprennent l'échelle salariale de la Confédération.
- Les **CFF saluent le NON clair** du Conseil fédéral, du Parlement et de la grande majorité des associations suisses à cette initiative. Les CFF ne participent pas activement à la campagne de votation. Mais comme ils sont directement concernés, ils communiquent leur position de refus envers l'intérieur et l'extérieur.
- L'initiative **fait vaciller les bases d'un service public suisse qui fonctionne.**

En Suisse, l'histoire du service public est couronnée de succès.

La Suisse est tributaire du bon fonctionnement d'entreprises telles que La Poste, les CFF et Swisscom. Les standards et la qualité des infrastructures et des services fournis sont très élevés. Ces services sont fournis de manière fiable et efficace. En comparaison internationale, ils se situent à un excellent niveau, avec un bon rapport prix-prestation, grâce aux réformes des dernières années, largement soutenues par le monde politique. Plus de 100 000 collaboratrices et collaborateurs sont fiers de contribuer jour après jour au bon fonctionnement de la Suisse. Toutes les régions du pays profitent de services de haute qualité. Les habitants des régions périphériques restent reliés à ceux qui vivent dans les centres urbains et au-delà des frontières, grâce à des moyens de communication et à des systèmes de transport modernes. En matière de trafic, la Suisse dispose actuellement d'un système très performant de transports publics, ce dont nous pouvons être fiers.

L'initiative remet ces réalisations en question et prétend remonter le temps. Les initiants font vaciller les bases du service public en Suisse, alors qu'il fonctionne bien. En définitive, ils remettent en question la solidarité et la cohésion nationales.

La position des CFF.

- **La solidarité de notre pays disparaîtrait avec l'interdiction du subventionnement croisé.** Les prestations équivalentes proposées à l'ensemble de la population à des tarifs et dans une qualité identiques seraient remises en question.
- **La diminution des bénéfices entraînerait un manque à gagner susceptible de menacer la qualité des systèmes de transport au détriment de la clientèle et de notre pays.** Pour ne pas en arriver là, il faudrait augmenter les impôts, supprimer certaines prestations ou revoir les prix à la hausse.
- **Introduire un système de rémunération rigide et uniformisé pour toutes les branches serait contre-productif.** Nous versons des salaires adaptés et adhérons au partenariat social.
- **Des recettes justifiées échapperaient aux caisses de l'État.** Les entreprises de la Confédération versent chaque année en tout 1,3 milliard de francs de dividendes et d'impôts. Si ces rentrées venaient à disparaître, nous serions tous perdants.